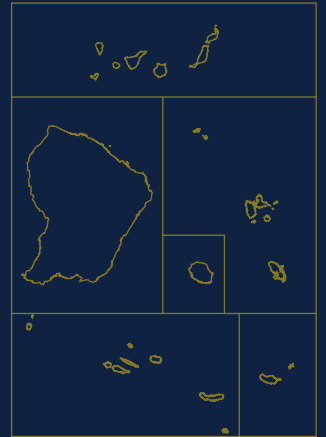




Comité européen
des régions



L'état de l'Union européenne: la perspective des **régions** et **villes**

«Les villes et régions ont besoin de l'Union européenne.
L'Union européenne a besoin des villes et régions.»

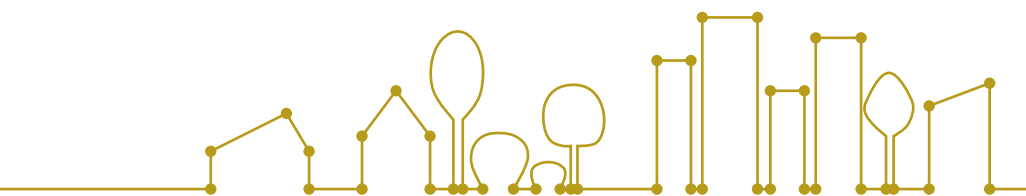
L'Allocution prononcée fait foi.

Discours de Karl-Heinz Lambertz

Président du Comité européen des régions

09 Octobre 2018

#SOTREG



**«Les villes et régions ont
besoin de l'Union européenne.
L'Union européenne a besoin
des villes et régions».**

Karl-Heinz Lambertz, le 9 octobre 2018.

**En présence du Président du Parlement
européen, Antonio Tajani.**

Karl-Heinz Lambertz

Président du Comité européen des régions

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

Il y a une phrase qui revient sans cesse quand on va à la rencontre des élus et acteurs de terrain: **«sans l'Union, ça n'aurait pas été possible»:**

«Sans l'Union européenne, on n'aurait pas pu construire ce pont»;

«Sans l'Union européenne, on n'aurait pas pu monter ce programme d'échange d'étudiants à l'université»;

«Sans l'Union européenne, on n'aurait pas pu réaliser cette connexion de métro».

J'ai, depuis longtemps, compris que ce que l'Union européenne a permis d'accomplir dans ma Ville Eupen et ma Région, elle le fait aux

quatre coins de l'Europe. Tout comme je me suis battu pour que l'Europe aide ma Région à se développer, je me bats aujourd'hui avec vous pour que nos villes et régions construisent l'Europe.

Les réalisations les plus concrètes de notre Union vont bien au-delà du programme Erasmus, si souvent et si justement cité en exemple. Sur le terrain mais aussi ici à Bruxelles, **notre rôle est de rappeler ces succès du quotidien dont beaucoup doivent d'ailleurs à la politique de cohésion.**

Lorsque les Institutions européennes font campagne pour l'Europe, il est indispensable qu'elles valorisent cette contribution directe de l'Union à l'amélioration de la vie des Européennes et des Européens.

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

On ne peut pas faire un état de l'Union exhaustif en ne citant que les Etats membres et en passant sous silence le niveau local et régional. Le rôle de notre assemblée d'élus est de rappeler aux autres institutions européennes et nationales que l'Union ne se limite pas aux Etats membres. **L'état de l'Union, c'est aussi, et peut-être avant tout, l'état de ses communes, de ses villes et de ses régions.**

Nous, nous ne voyons pas l'Europe en deux dimensions avec seulement les Institutions et les Etats membres. **Nous, nous voyons l'Europe en trois dimensions. Avec les quelque 100.000 autorités locales et 300 régions qui la composent. Cette troisième dimension est le socle démocratique sur lequel il faut refonder notre Europe avec et pour nos citoyens.**

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

Oui, les villes et régions ont besoin de l'Union.

C'est d'ailleurs parce qu'elles ont besoin de l'Union qu'elles ne peuvent accepter aucun projet qui envisagerait un futur européen dans lequel tout ou partie du développement régional ne bénéficierait plus du soutien européen. Comment les

élus territoriaux et européens que nous sommes pourraient-ils accepter que l'Union néglige voire délaisse ses territoires ? C'est impossible. **Affaiblir nos communes, nos villes, nos régions, c'est affaiblir notre Union.** Ça ne doit pas être un projet d'avenir. **Au contraire, c'est en renforçant nos territoires que l'on renforcera notre Union.**

L'appel à une Europe plus forte pour ses territoires, c'est celui que nous avons lancé, il y a un an, avec nos partenaires au sein de **l'Alliance pour la Cohésion**.

La cohésion n'est pas que l'affaire de notre Assemblée, **la cohésion est l'affaire de tous**. Pour preuve: **8.000 signataires ont rejoint l'appel de l'Alliance** qui couvre ainsi désormais la quasi-totalité de l'Union. On retrouve bien entendu un très grand nombre de représentants des collectivités territoriales mais aussi des signataires venant d'horizons aussi différents que l'Union des associations européennes de football (UEFA), l'Association européenne des Petites et Moyennes Entreprises ou encore, l'Association des patients européens.

La cohésion n'est pas une politique du passé et la jeunesse européenne l'a bien compris. Je salue le fait que le **Forum européen de la jeunesse** ait aussi récemment rejoint notre Alliance. Je ne connais pas de tâche plus importante et plus noble que de léguer à celles et ceux qui nous succéderont une Union prospère fondée sur des valeurs de liberté, de justice et de solidarité.

La mobilisation de l'Alliance a eu des résultats. La politique de cohésion concerne, à ce stade, toutes les régions alors que ce principe essentiel était en danger. Mais, qu'on ne s'y trompe pas, notre vigilance doit rester totale.

Parce que la cohésion est une politique qui aide nos territoires à se développer;

Parce que la cohésion est une politique d'avenir pour faire face aux grands défis de notre époque et dans le même temps, répondre aux demandes du quotidien;

Le combat des élus locaux et régionaux - pour que l'Union conserve sa cohésion - continue.

Comment la Commission européenne peut-elle souligner (que)

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

Une Union exsangue, dépossédée de ses moyens d'action, ce serait la victoire de ceux qui veulent la fin de l'Europe. Ils mentent quand ils pointent la responsabilité de l'Union quand un pont s'écroule ou quand leur système de santé est sous-financé. Et en détruisant l'Union, ils affaibliront aussi leurs villes et leurs régions.

Il y a évidemment un paradoxe à ce que ceux qui ne veulent pas contribuer à l'effort européen, qu'il

«[...] la politique de cohésion est vitale pour l'Europe, ses citoyens, son économie, ses villes et ses régions; [...]»¹

Et proposer, dans le même temps, une diminution de 10% du budget de cette même politique ?

Nous rejetons ces réductions disproportionnées tout comme l'on également fait récemment nos collègues du Parlement européen en Commission Budget. Que ce soit pour la cohésion, la politique agricole commune ou toute autre politique, le bon sens nous rappelle qu'avec un budget européen déjà si faible, on ne peut pas faire plus avec moins.

Nous rejetons aussi toute autre forme d'affaiblissement de la place des villes et régions comme une centralisation des modalités de gestion. **La centralisation, n'est pas une méthode du futur. C'est une méthode du passé**. Et d'ailleurs, comme l'ont rapporté les représentants des collectivités territoriales françaises dans leur appel de Marseille², **la décentralisation est le modèle qui permet de rapprocher décisions et investissements des vrais besoins**.

Bien entendu, il y a des contraintes budgétaires, il y a le Brexit, il y a des Etats qui rechignent à contribuer à l'effort européen même s'il reste très modeste pour 510 millions d'habitants et retourne pour sa plus grande part dans les Etats.

Il faut porter au plus haut l'ambition européenne. Le temps presse. Le Président de la Commission a justement appelé les Etats à conclure un accord de principe sur le budget avant les élections européennes. On a aujourd'hui parfois le sentiment que les dirigeants des Etats membres esquivent ou reportent sans cesse les travaux en vue de la conclusion du prochain budget européen. Ce temps perdu dirige notre futur vers un grand nombre d'incertitudes alors que **les Européens ont besoin de perspectives d'avenir**.

s'agisse de respect des valeurs communes ou de l'effort budgétaire, soient ceux qui blâment la faiblesse de l'Europe dont ils sont aussi les fautifs.

Et quand l'Europe propose des solutions, c'est trop. Toujours trop, toujours trop peu. Ils veulent la mort de l'Union qui nous assure la paix depuis plus de 60 ans. N'oublions jamais cette citation: «le nationalisme, c'est la guerre». J'ajoute l'évidence: **«l'Europe, c'est la paix»**.

Les communes, villes et régions, et leurs élus, sont un facteur de confiance et de stabilité pour l'Union dans une période où les divergences et les oppositions s'exacerbent aux niveaux national et européen. Cette stabilité est précieuse pour continuer à nous construire un avenir commun. Les élus locaux et régionaux font très souvent preuve de pragmatisme voire aussi de courage. Ils ne peuvent pas vivre ni même se retrancher derrière des polémiques virtuelles en 280 caractères. Chaque jour, ils sont en première ligne face aux réalités de terrain. Ils doivent agir.

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

Au niveau européen, la démocratie a deux poumons. Il y a bien entendu **le Parlement européen** dont les membres sont élus dans les territoires.

Et il y a **le Comité européen des régions**, où les élus des territoires, des plus petites communes aux plus grandes régions, travaillent au service des Européens et de la construction européenne.

L'an prochain, notre Assemblée fêtera ses 25 ans. C'est jeune dans une vie d'homme ou de femme et c'est jeune dans l'histoire de l'Union européenne où les naissances furent moins tardives: 1952 pour le Parlement européen, 1958 pour la Commission européenne et le Comité économique et social européen. **Notre institution doit continuer à se développer portée par l'idée simple et puissante de plus en plus partagée: construire l'Europe avec les Européens sur le terrain.** Oui, notre raison d'être est incontestable pour tout Européen de bonne foi. A nous de valoriser notre différence pour renforcer notre contribution à la construction européenne.

Dans le tourbillon des incertitudes européennes, **notre Comité doit continuer à s'amarrer plus solidement à l'Union européenne et à s'ancrer plus profondément dans l'ensemble des communes, des villes et des régions européennes. Notre Assemblée doit devenir l'agora où les Européens se rencontrent pour façonner leur Europe.**

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

Les «grands» débats européens, nous devons les confronter à la nécessité du terrain. Je prends l'exemple de celui qui concerne les

Parfois, ce qu'un chef d'Etat ou de gouvernement annonce comme insurmontable voire insupportable, est possible pour un élu local. **Jour après jour, nos villes et régions se battent pour le vivre ensemble en Europe. Quand au Conseil résonne sans cesse le mot «migration», sur le terrain, j'entends plus souvent le mot «intégration».** Chers collègues, sans fracas ni gesticulation, voilà où se trouve le sens des responsabilités, voilà où se trouve l'esprit européen ! Voilà aussi pourquoi **nous allons lancer, en collaboration avec la Commission européenne, une campagne pour valoriser les projets d'intégration qui sont mis en œuvre dans nos villes et nos régions.**

Les élus des collectivités territoriales sont des élus de l'Union. Chers collègues, au cœur de l'Union, vous représentez votre territoire. Dans votre commune, dans votre ville, dans votre région, vous représentez l'Union.

Au sein des Institutions, **notre valeur ajoutée est de porter les préoccupations locales et régionales au niveau européen et, en retour, de rapporter les préoccupations européennes sur le terrain.** Nous devons identifier les domaines pour lesquels l'Union pourrait avoir une valeur ajoutée, en appui de l'action locale et régionale et bien entendu, nationale.

Certains considèrent peut-être qu'il y a de «grands» et de «petits» débats mais je ne connais pas de préoccupation citoyenne qui soit mineure ou pourrait être négligée.

Quand on est sur le terrain, on nous parle de la nécessité de logements accessibles, d'emplois décents, d'éducation des enfants, de transports, de sécurité, de connectivité aux réseaux numériques, de création d'entreprises, du développement des zones rurales et de tant d'autres choses qui sont essentielles au quotidien des Européens. **Notre rôle est de rappeler ces préoccupations pour lesquelles les Européennes et les Européens attendent des réponses peu leur importe le niveau de pouvoir. L'Union européenne ne doit pas être tenue à l'écart de l'action** quand elle peut avoir une valeur ajoutée.

règles budgétaires et comptables. Nous devons dire comment et pourquoi **l'Union doit libérer l'investissement public local** qui représente, à

lui seul, la moitié des investissements publics. **Les Européennes et les Européens ont besoin de ces investissements qui sont aussi créateurs de richesses.**

Ces investissements publics ont été entravés par la crise financière de 2008 et par l'inadéquation des règles européennes avec les besoins des collectivités territoriales.

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

J'ai dit que les villes et régions avaient besoin de l'Union.

J'ajoute que l'Union a besoin de ses villes et régions.

Monsieur le Président, en mai 2017, vous aviez déclaré devant notre Assemblée qu'

«En vertu de la subsidiarité, (nous étions) les plus proches des citoyens. (Qu'il y a) besoin de (notre) aide pour rapprocher l'Europe de ses citoyens. (Que) Nous devons écouter davantage que nous ne parlons et (que) nous devons nous assurer que les idées et les préoccupations exprimées par les citoyens trouvent un écho dans notre processus décisionnel.»

Vous avez raison.

Il faut renforcer le lien avec les Européennes et les Européens notamment en débattant avec eux de leur Europe. C'est ce que nous faisons depuis deux ans. **180 débats ont été organisés dans les 28 Etats membres. 176 membres de notre Assemblée, issus de tous les groupes politiques, y ont participé et sont allés à la rencontre des Européennes et Européens dans 110 régions et 156 villes.** Bravo à toutes et à tous pour cette mobilisation. Le compte-rendu final de ces dialogues citoyens sera transmis aux membres du Conseil européen pour contribuer aux travaux de leur réunion de décembre. Ce rapport a aussi servi de base à l'avis⁴ du Comité sur le rétablissement de la confiance dans l'Union européenne demandé par le Président Donald Tusk et préparé par notre Premier Vice-Président Markku Markkula et moi.

Personne n'a le monopole des dialogues citoyens. Beaucoup d'acteurs nationaux et européens en ont d'ailleurs mené ce qui est une bonne chose: la Commission européenne,

Adapter économiquement et socialement ces règles budgétaires et comptables est indispensable. L'Union européenne doit prendre en compte les appels du terrain telle que la Déclaration des maires des capitales de l'Union adoptée le mois dernier à la Ville de Bruxelles³. **Un premier grand pas serait que les co-financements des fonds structurels ainsi que les investissements d'avenir soient exclus des calculs de la dette et du déficit.**

le Comité économique et social européen, les parlementaires européens et les Etats membres. Outre la nécessité de travailler ensemble, nous pouvons retirer de cet exercice quatre enseignements pour le futur:

- **Les dialogues contribuent au renforcement de la dimension démocratique de l'Union européenne** en mobilisant et en impliquant largement la société civile qu'il s'agisse d'organisations citoyennes, de partenaires sociaux ou de fondations par exemple;
- **Il faut un «effet retour» sur les politiques de l'Union européenne.** Ecouter ne suffit pas. Il faut organiser les dialogues citoyens et leur suivi de manière à améliorer l'action de l'Union dans des domaines spécifiques;
- **Les élus locaux et régionaux doivent jouer un rôle central dans l'organisation et le suivi de ces dialogues sur le terrain et au sein des Institutions européennes;**
- **Ce mécanisme européen de dialogue citoyen doit devenir permanent après les élections européennes de mai 2019.** Un arrêt soudain au lendemain des élections risquerait d'engendrer une frustration encore plus grande. **Les dialogues citoyens ne peuvent pas être réduits à une campagne électorale.**

Dès aujourd'hui, **il faut se mettre à la tâche pour renforcer la vie démocratique de notre Union après 2019.** Nous devons rassembler les bonnes volontés. C'est pourquoi, **j'ai proposé au Président du Comité économique et social européen de travailler ensemble pour définir les contours de ce mécanisme permanent de dialogue citoyen. Notre proposition commune, pour renforcer ainsi le lien entre l'Union et ses citoyens, sera celle des représentants de la société civile et des collectivités**

territoriales, c'est-à-dire de ceux qui sont au plus près des Européennes et des Européens.

Nous partagerons le fruit de nos réflexions avec le Parlement, le Conseil et la Commission.

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

La démocratie, c'est aussi la proximité et donc, la subsidiarité.

Il est temps de remettre les pendules à l'heure: il serait caricatural de limiter l'application du principe de subsidiarité à une question de changement d'heure.

Et d'ailleurs **si l'Europe a peut-être besoin d'un changement d'heure, elle a avant tout besoin d'un changement de cap.** Comment peut-on encore hésiter à concrétiser enfin

l'Europe sociale alors que les inégalités se creusent et que près d'une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté de son pays? Sur le terrain, nous voyons chaque jour la demande sociale et parfois la détresse. Nous vivons l'érosion des services publics. **Ces appels à l'aide, l'Union doit y répondre. Les droits sociaux doivent être reconnus au même niveau que les droits économiques.**

L'Europe sera plus forte en aidant d'abord celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Monsieur le Président,
mes chers collègues,

J'en reviens à la subsidiarité. Car **si l'Union a besoin d'un changement de cap, elle a tout autant besoin d'un changement de méthode.** Pour parvenir à faire face aux grands défis et mutations qui se posent à nous comme les enjeux climatique, démographique ou encore la transition vers une société du numérique.

La subsidiarité, c'est une meilleure Europe parce qu'elle fonctionne mieux.

Oui, la subsidiarité doit nous permettre de progresser ensemble vers un meilleur fonctionnement de l'Union et de ses Etats. C'est pour ça que Michael Schneider, François Decoster et moi avons défendu la notion de **«subsidiarité active»** reprise dans le rapport de la task-force subsidiarité de la Commission européenne⁵.

Il ne s'agit pas de figer l'action à un niveau de pouvoir quel qu'il soit. Tout comme il ne s'agit pas non plus de déposséder un niveau de pouvoir de ses compétences au profit d'un autre. Et d'ailleurs, **la task-force**, présidée par Frans Timmermans, **n'a identifié aucun domaine pour lequel il faudrait retirer des compétences à l'Union.**

Pour reprendre les mots de la Déclaration sur le futur de l'Union des Ministres-présidents des Régions autrichiennes⁶: *l'avenir de l'Union européenne ne se résume pas à «plus» ou à «moins» d'Europe. Ce qui doit guider l'action c'est «plus*

d'Europe, là où il y a besoin de plus d'Europe», «moins d'Europe, là où il y a besoin de moins d'Europe».

Il faut plutôt travailler à la densité réglementaire et à la valeur ajoutée de la réglementation européenne plutôt que de se quereller entre niveaux de pouvoir.

La subsidiarité, c'est aussi une Union renforcée parce qu'elle s'appuie sur ses territoires pour se rapprocher des citoyens. Comme l'a justement rappelé le Président Jean-Claude Juncker lors de la présentation du rapport de la task-force⁷:

«Notre Union ne peut se construire sans la participation active et égale des autorités locales, des institutions de l'UE et tous les niveaux de gouvernement intermédiaires».

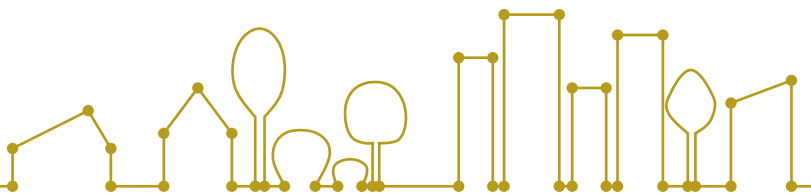
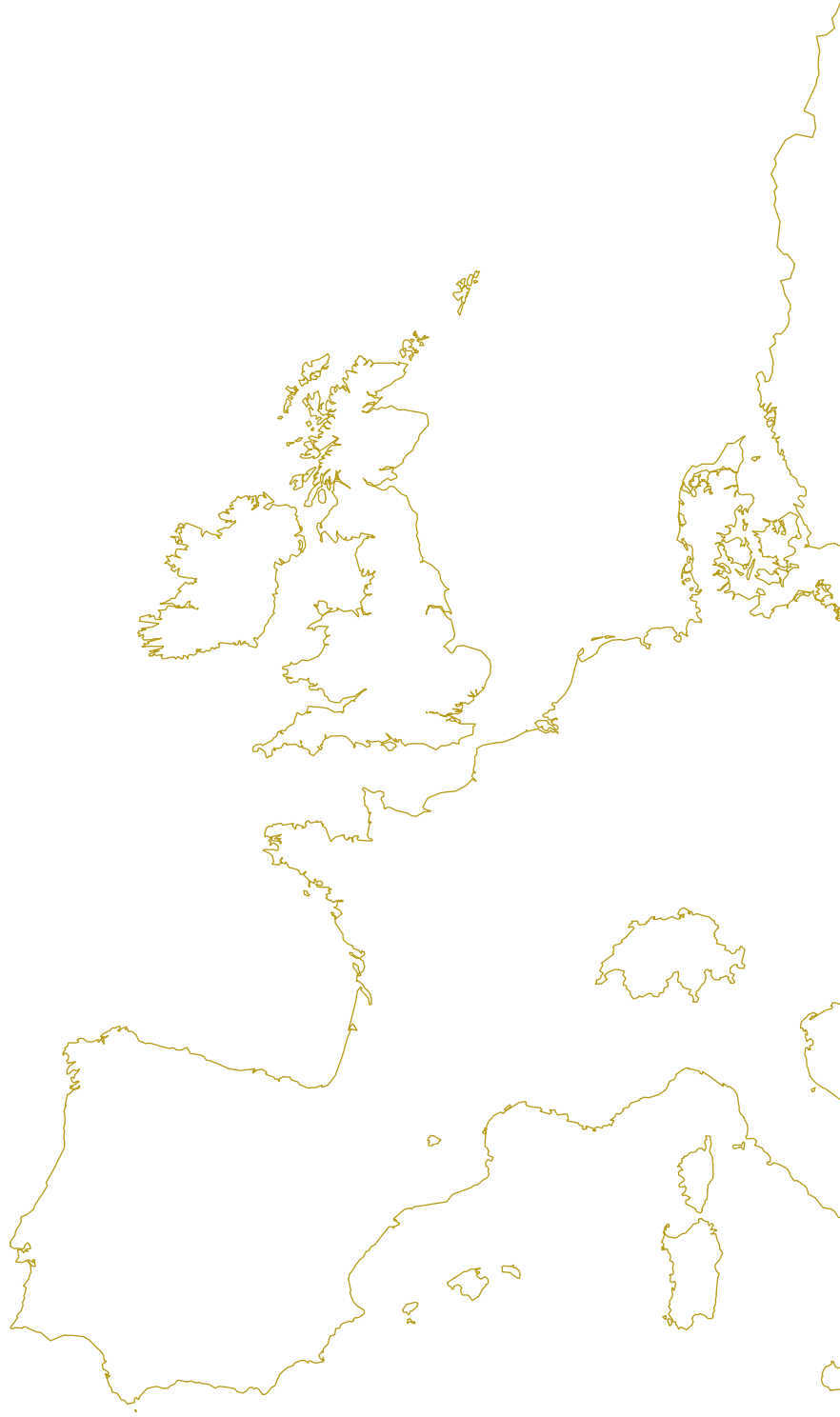
Tous ces messages qui touchent à l'organisation de notre Union que nous avons développés dans notre **Déclaration d'Innsbruck**⁸, nous les défendrons en novembre à la conférence de Bregenz organisée par l'actuelle Présidence du Conseil de l'Union européenne.

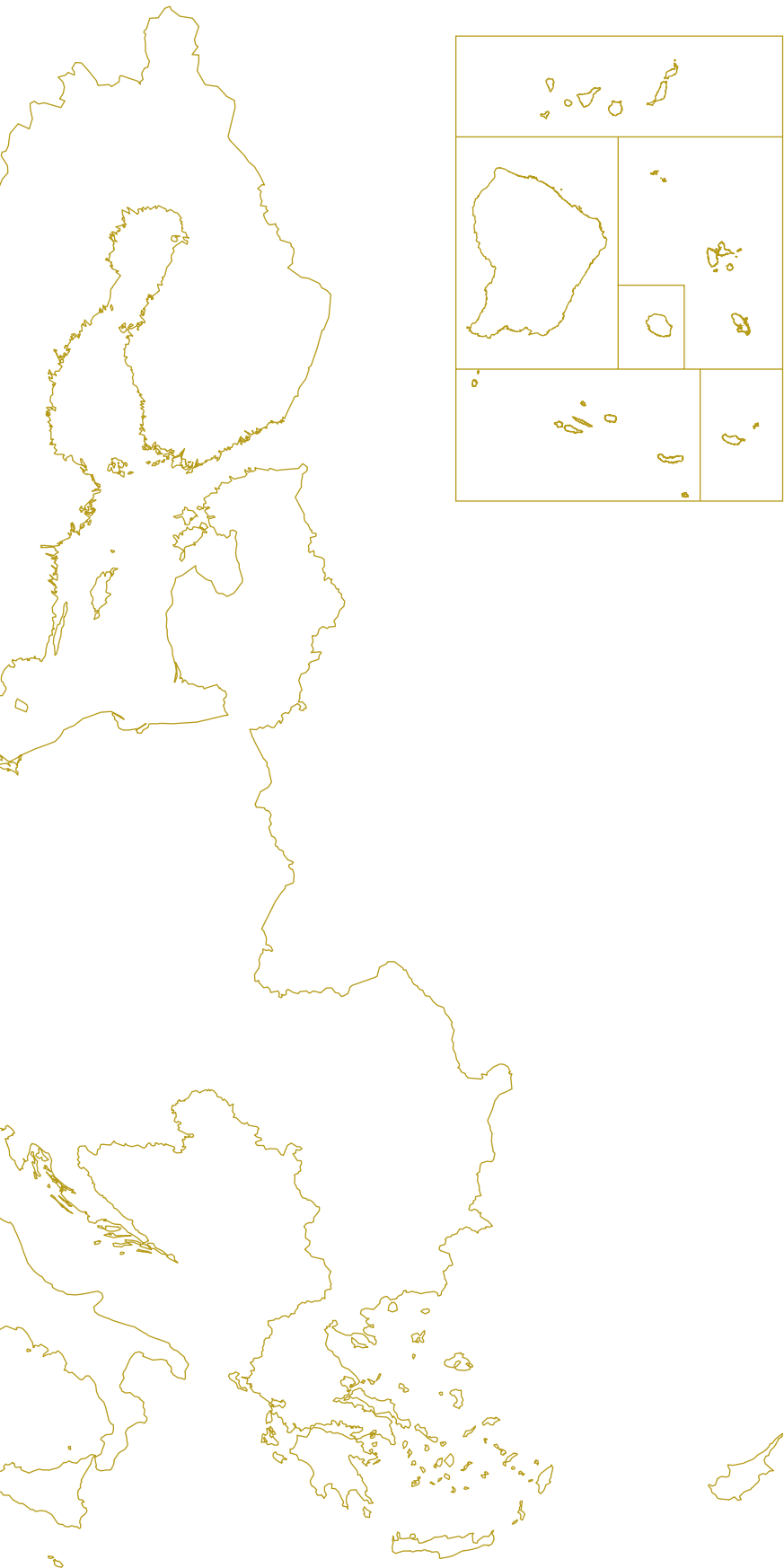
Et nous concrétiserons nos réflexions en mettant en place un **nouveau réseau pilote de pôles régionaux pour appuyer les examens de la mise en oeuvre des politiques.**



Note de fin

- 1 Septième rapport sur la cohésion, Commission européenne, septembre 2017.
- 2 Appel de Marseille pour les libertés locales, 26 septembre 2018
- 3 Brussels Declaration by the Mayors of the EU Capital Cities on Public investment, Cohesion policy and the Urban Agenda for the EU, Brussels, 25th of September 2018.
- 4 Réflexions sur l'Europe: la voix des collectivités locales et régionales pour redonner confiance dans l'Union européenne - COR-2018-01230
- 5 Task-force «subsidiarité, proportionnalité et "faire moins mais de manière plus efficace"», Rapport au Président de la Commission européenne, 10 juillet 2018.
- 6 Erklärung der Landeshauptleute: EU –Zukunftsszenario der österreichischen Länder, 10. November 2017.
- 7 Bruxelles, le 10 juillet 2018.
- 8 Adoptée par le Bureau du Comité européen des régions le 14 septembre 2018.







Comité européen des régions

Créé en 1994 à la suite de la signature du traité de Maastricht, le Comité européen des régions est l'assemblée des 350 élus locaux et régionaux issus de l'ensemble des 28 États membres de l'UE, représentant plus de 507 millions d'Européens. Sa mission consiste à associer les collectivités régionales et locales et les populations qu'elles représentent au processus décisionnel de l'UE et à les informer au sujet des politiques de l'Union. La Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil sont tenus de consulter le Comité dans les domaines de décision politique concernant les régions et les villes. Le Comité des régions peut également saisir la Cour de justice de l'Union européenne en cas de violation de ses droits ou bien s'il estime qu'un texte de loi de l'UE viole le principe de subsidiarité ou ne respecte pas les compétences des collectivités régionales et locales.

Edité par la Direction Communication, du Comité européen des régions

Octobre 2018

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË | Tel. +32 22822211
www.cor.europa.eu | [@EU_CoR](https://twitter.com/EU_CoR) | [/european.committee.of.the.regions](https://www.facebook.com/european.committee.of.the.regions) | [/european-committee-of-the-regions](https://www.linkedin.com/company/european-committee-of-the-regions)

